

Le capitalisme apporte le chômage, la réaction, la destruction de l'environnement et la guerre

REVOLUTION SOCIALISTE 
On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine

Assez de concertation avec Sarkozy contre nos retraites !

37,5 annuités pour tous !



« Je ne passerai pas », Athènes, 13 février 2010

Immigrés CGT Enseignement Grèce Italie

n° 32 avril 2010 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

LE SAUVETAGE DU CAPITALISME PRÉPARE LA PROCHAÎNE CRISE

Depuis 1989 et la restauration du capitalisme, sous la pression de l'impérialisme et par les bureaucraties staliennes qui étaient au pouvoir en Europe de l'est, en Russie et en Chine, la perspective du communisme était soi-disant enterrée.

Pourtant, le triom-

phe de la bourgeoisie mondiale aura été de courte durée. La multiplication des crises économiques et, surtout, la crise économique mondiale de 2008 ont ébranlé le mythe selon lequel le capitalisme assurerait la démocratie et la prospérité à l'humanité. Brutalement, une grande part des équipements des entreprises a cessé de fonctionner et 34 millions de travailleurs ont été rejetés hors de la production, alors que les besoins de l'humanité restent insatisfaits.

Quelle que soit leur composition politique, tous les gouvernements au service du capital, hier « libéraux » quand il s'agissait de démanteler les conquêtes antérieures du prolétariat, sont devenus soudainement « keynésiens » pour sauver leur système financier et leur industrie automobile. Ainsi, les banques centrales et les gouvernements ont financé généreusement les banques et les compagnies d'assurance : un plan de 700 milliards de dollars en septembre 2008 aux États-Unis, des plans pour un total de 1 700 milliards d'euros en Europe en octobre 2008. Pas question pour autant de les exproprier, ni même de les nationaliser. La propriété privée est sacro-sainte quand il s'agit des vautours de la finance ; par contre, des centaines de milliers de familles de travailleurs ont été expulsées de leur logement aux États-Unis, en Espagne et ailleurs. L'État fédéral américain vient de compléter l'aide aux groupes d'assurance privée en assurant à partir de 2014 leur financement régulier par de l'argent public. Le nouveau système de santé exclura les immigrés sans papiers et la prise en charge de l'avortement.

Le sauvetage public de pans entiers du capital ne fait que différer la crise, car la plus-value mondiale procurée par l'exploitation du prolétariat ne suffit plus à assurer un taux de profit suffisant pour la masse totale du capital existant. Par la baisse spectaculaire des « taux directeurs » et le financement à guichet ouvert des banques, les États bourgeois ont reproduit les conditions des bulles spéculatives à l'origine des multiples crises financières locales des deux dernières décennies et de l'éclatement de la récente crise économique mondiale.

UN RÉPIT POUR LE CAPITALISME OBTENU AU DÉTRIMENT DE LA CLASSE OUVRIÈRE

L'OIT a annoncé en janvier que le chômage avait atteint un niveau record de 212 millions de personnes dans le monde. Malgré la reprise de la croissance chez les vieilles puissances impérialistes, le FMI prévoyait en avril un taux de chômage de 9 % pour les pays « développés » en 2010 et en 2011. L'OCDE évoque le risque d'une « génération sacrifiée ».

La destruction du capital ayant été limitée par les États, la reprise économique mondiale résulte surtout de l'augmentation de l'exploitation des travailleurs salariés. Le gonflement spectaculaire de l'armée de réserve du capitalisme sert aux entreprises pour soumettre les prolétaires qui conservent leur emploi à une intensification du travail, voire à un allongement du temps de travail et à une baisse de leurs revenus directs (leurs salaires nets) et indirects (leurs prestations sociales). Un indice est l'augmentation de la productivité du travail aux États-Unis qui atteindrait plus de 6 % sur un an.

En outre, les déficits budgétaires et les dettes publiques se creusent, puisque la bourgeoisie et les couches supérieures de la petite bourgeoisie, qui payaient déjà peu d'impôts, refusent de supporter les frais du sauvetage public de leurs entreprises et de leur économie capitaliste nationale. Donc, les États leur empruntent et leur versent pour cela des intérêts. Le fardeau du remboursement de la dette publique, qui va de pair avec l'enrichissement supplémentaire des plus riches, retombe sur la classe ouvrière et les couches inférieures de la petite bourgeoisie.

Autrement dit, la classe ouvrière paye le prix fort pour la crise des capitalistes : pour tous les travailleurs, la hausse des impôts et des prix ; le chômage pour les uns, l'augmentation de l'exploitation pour les autres ; pour beaucoup, la baisse des salaires ; pour certains, l'apartheid généralisé par la transformation en délinquants faute de titres de séjour, l'emprisonnement en « camps de rétention » ou même la mort en tenant de migrer.

LA DESTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT SE POURSUIT

La petite minorité capitaliste continue, quant à elle, à se déplacer librement d'un point de la planète à l'autre, sans se soucier de gaspiller les ressources naturelles par ses golfs, ses yachts, ses jets privés, etc. En décembre 2009, le sommet de Copenhague sur « le changement climatique » a connu un échec prévisible, à cause surtout des deux États dont le capitalisme émet le plus de gaz à effet de serre, la Chine et les États-Unis. Par contre, la préservation de l'environnement sert d'argument aux puissances européennes pour menacer leurs concurrents, en particulier la Chine, de mesures protectionnistes et pour assurer des débouchés à leurs trains à grande vitesse, leurs équipements de traitement de l'eau et des déchets, leurs centrales nucléaires, leurs éoliennes et leurs modules photovoltaïques.

Mais, pour tous les gouvernements, pas question, à l'heure du retour aux vieilles recettes nationales du keynésianisme, de pénaliser leur propre capitalisme, l'avenir de l'espèce humaine serait-il en jeu. Aux États-Unis, en Chine, en Allemagne, en France, en Italie, l'État bourgeois a volé au secours de ses groupes automobiles, par l'encouragement à l'achat de véhicules neufs (dont la plupart consommateurs d'énergie non renouvelable et émetteurs de gaz à effet de serre), voire par des subventions directes. La menace de l'épuisement des ressources en pétrole conduit à l'utilisation grandissante d'huile végétale comme carburant, qui provoque soit la destruction de la forêt tropicale (Malaisie, Indonésie, Brésil...), soit la diminution de cultures vivrières.

Pendant ce temps, les différents courants politiques écologistes tentent de culpabiliser les travailleurs des pays avancés en préconisant la modification des comportements individuels et prêchent même la résignation à la pauvreté aux masses des pays dominés par l'impérialisme. Les différents partis écologistes nouent des alliances, tantôt avec les partis bourgeois, tantôt avec les partis ouvriers réformistes, toujours sur le terrain du capitalisme et de l'impérialisme. D'ailleurs, un certain nombre d'entre eux ont déjà participé à des gouvernements bourgeois gérant le capitalisme (Finlande, Allemagne, France, Italie...). Or, la préservation de l'environnement de l'espèce humaine exige de renverser un mode de production dont le moteur est le profit et elle impose de le faire à l'échelle mondiale.

LE GLISSEMENT VERS LA BARBARIE S'ACCENTUE

Alors que l'économie est, de manière irréversible, devenue internationale, les États ont tenté de juguler la crise capitaliste mondiale chacun pour soi. Au paroxysme de la crise, la multiplication des « conseils européens » des 27 gouvernements des États membres de l'Union européenne et des « sommets du G20 » ont affiché une unité de façade. À chaque étape de la crise, l'Union européenne s'est divisée. L'Allemagne et le Japon se réarment et sortent progressivement de la subordination militaire et diplomatique aux États-Unis dont la place économique mondiale régresse depuis des décennies. La Chine capitaliste, qui tente de devenir une puissance impérialiste, se heurte aux États-Unis qui exigent la dévaluation du yuan, multiplient les mesures protectionnistes, arment Taiwan...

Les frontières maintiennent, souvent par la force, des minorités nationales, elles se ferment toujours davantage aux réfugiés et aux travailleurs. Toutes sortes de murs sont édifiées par des bourgeoisies impérialistes, colonisatrices ou compradore : entre les États-Unis et le Mexique, entre Israël et la Cisjordanie, entre l'Égypte et la Bande de Gaza. Toutes les douanes et les polices, voire des bandes fascistes, pourchassent les travailleurs immigrés forcés à la clandestinité. Des partis cléricaux ou fascistes servent à la bourgeoisie à canaliser le mécontentement vers des boucs émissaires, immigrés, minorités ethniques, religieuses ou sexuelles. En particulier, ces dernières années, la Russie, l'Italie, l'Espagne, l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire... ont connu de véritables pogromes contre des ouvriers étrangers. Les femmes travailleuses et étudiantes ont vu leur situation se dégrader dans les pays en guerre, dans ceux où le

capitalisme a été restauré et ceux qui sont touchés par la réaction cléricale.

Des centaines de millions de paysans, de réfugiés, d'habitants de bidonvilles n'ont pas accès à la nourriture, à l'eau potable, à un logement décent. Les États des pays les plus riches affirment ne pas avoir assez d'argent pour assurer les retraites, la santé et l'éducation de leur propre population. Rebâtir Haïti (et même La Nouvelle-Orléans) nécessitera des années. Éradiquer le choléra ou le paludisme semble hors de portée. Par contre, les dépenses pour les instruments de destruction ne connaissent pas la crise. Les achats d'armement des États-Unis, qui étaient déjà de 550 milliards de dollars en 2007, ont dépassé 600 milliards en 2008. Sur la période 2005-2009, les ventes d'armes ont été supérieures de 22 % dans le monde à celles de 2000-2004. Obama a envoyé 30 000 soldats supplémentaires pour renforcer l'occupation de l'Afghanistan. L'impérialisme américain, l'impérialisme français, l'État colonisateur sioniste, qui détiennent de multiples armes nucléaires, menacent ouvertement l'Iran d'une intervention militaire. Sous prétexte de « lutte contre le terrorisme », les États impérialistes qui sont la principale cause du terrorisme ont restreint les libertés démocratiques et renforcé l'appareil répressif d'État hypertrophié : les polices, les services secrets, les armées étatiques et privées...

PAR LA RÉVOLUTION SOCIALISTE, LES TRAVAILLEURS DOIVENT OUVRIR LA VOIE DU COMMUNISME

Depuis un siècle, la propriété privée des moyens de production et l'archaïsme des frontières nationales, non seulement freinent le développement des forces productives, mais aboutissent à la destruction périodique de celles-ci par les guerres et par les crises. Quoique dispersées et inefficaces à terme, les interventions étatiques à l'heure de la crise capitaliste mondiale signalent qu'il est indispensable pour la société de s'approprier collectivement les moyens de créer les richesses et de les diriger de manière consciente et planifiée. La bourgeoisie doit être expropriée, l'appareil répressif de l'État détruit, les frontières abolies. Seule la classe ouvrière est capable d'accomplir une telle tâche en prenant la tête de tous les opprimés.

Mais aujourd'hui, chaque mouvement de la classe ouvrière, de la jeunesse, des paysans pauvres, des femmes, des peuples opprimés se heurte à la politique des nationalistes bourgeois ou petits bourgeois, aux agences de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier (les partis « réformistes » de toute sorte et les bureaucraties corrompues qui contrôlent les syndicats). Les travailleuses et les travailleurs doivent restaurer l'indépendance de leurs syndicats, imposer la rupture des organisations de masse des travailleurs avec la bourgeoisie, le front unique ouvrier contre toutes attaques des exploiters et de leur État, créer et centraliser des organes d'auto-organisation, d'auto-défense et de conquête du pouvoir. Par-dessus tout, il faut que leur avant-garde se rassemble en un parti révolutionnaire international, contre toute subordination à la bourgeoisie, même quand elle se présente comme anti-impérialiste (Ahmadinejad, Chavez...). Alors, la classe ouvrière prendra conscience de sa force et saura émanciper l'humanité de l'exploitation, de l'oppression et du militarisme.

1^{er} mai 2010

**CRPP – Pérou, GB – France, GKK – Autriche,
ITC-SF – Grande-Bretagne**